Les événements de Tremblay(-en-France) vus par l'écrivain Renaud Camus

04/05/2010 à 19h36

Le parti de l'In-nocence se demande ce qu'il y a de plus stupéfiant à propos des événements de Tremblay-en-France : leur violence même, qui consacre l'abdication de l'État et de ses services face à la sécession violente de territoires toujours plus larges et sans cesse renouvelés, ou bien la discrétion médiatique qui les entoure. Ce quasi-silence face à des faits de la plus extrême gravité, qui montrent à nu l'impuissance de l'autorité publique sur des pans entiers du sol national, ne peuvent avoir que deux explications : ou bien les jeunes sécessionnistes font déjà si peur et maîtrisent déjà tant de pouvoir que toute publicité apportée à leurs menées pourrait déclencher une commotion où l'unité même de la nation serait mise en question ; ou bien les attaques et incendies de moyens de transports en commun, aboutissant de fait à la paralysie voire à la disparition de ce service public, sont désormais si fréquents et si coutumiers, si parfaitement entrés dans les mœurs de la France contre-colonisée, si bien connus de tous et si généralement considérés comme des éléments normaux et constitutifs de la société multicuturelle et pluri-ethnique, qu'ils ne constitueraient plus des événements, et qu'il n'y aurait pas lieu d'en informer le pays à chaque occurrence : pareil climat social serait désormais une donnée acquise.

Le parti de l'In-nocence s'étonne au demeurant que soient si nombreux parmi les jeunes contre-colonisateurs, alors qu'ils se plaignent sans cesse de l'"amalgame" entre eux-mêmes et la délinquance organisée, à choisir précisément les opérations de police contre les divers trafics illicites dont leurs cités sont le théâtre comme prétexte aux manifestations

extrêmes de leur nocence, comme s'ils tenaient à confirmer dans leurs actions les liens qu'ils démentent sans cesse en leurs discours ; et comme s'il était entendu une fois pour toutes que chaque opération de police contre les trafiquants présente un caractère de provocation à l'endroit de leur "communauté". Or la prétendue "provocation", autre nom du trop fameux "manque de respect", est justement ce que les différents pouvoirs politiques sont sommés d'éviter en permanence, la moindre manifestation qui pourrait lui être assimilée – et c'est tout acte d'autorité sans exception, tout vestige affiché de souveraineté – portant en elle en permanence la responsabilité promise de troubles toujours plus graves et d'atteintes toujours plus marquées au pacte fondamental d'in-nocence entre les citoyens.
Source